

Unité Départementale d'Ille-et-Vilaine
10, rue Maurice Fabre
L'Armorique
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, 21 avril 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/04/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

JEANTIL

Rue de la Tertrais
ZA de la Hautière
35590 L HERMITAGE

N° AOIT : 55/1426

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/04/2022 dans l'établissement JEANTIL implanté Rue de la Tertrais ZA de la Hautière 35590 L HERMITAGE. L'inspection a été annoncée le 04/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection faisant suite à l'extension des activités de site pour lequel l'exploitant avait déposé du dossier de modification (version finale de mars 2019).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JEANTIL
- Rue de la Tertrais ZA de la Hautière 35590 L HERMITAGE
- Code AIOT dans GUN : 0005501426
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société JEANTIL est spécialisée dans la fabrication de matériel agricole pour l'élevage, l'épandage et le transport. L'inspecteur a contrôlé les installations de traitement de surface, de peinture et le stockage extérieur de pneumatiques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- l'extension des installations et leurs conformités au dossier de modifications d'avril 2019 et aux dispositions réglementaires

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont **susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives** :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Gestion des produits.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	/	Sans objet
Comportement au feu.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 11	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	/	Sans objet
Hauteur des conduits d'extraction.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 39	/	Sans objet
Nomenclature_Rubrique 1978	Code de l'environnement du 30/07/2021, article R.181-46	/	Sans objet
Rejets atmo / peinture (fréquence et PGS)	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10.1	/	Sans objet
Rejets atmo / peinture (VLE)	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article I	/	Sans objet
Mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 23/12/1996, article 7.1.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes **ne font pas l'objet de propositions de suites administratives** :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Implantation.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 5	/	Sans objet
Désenfumage.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 13	/	Sans objet
Systèmes de détection automatique.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19	/	Sans objet
Cuves et chaînes de traitement	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 > II.	/	Sans objet
Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article I > 2.1.	/	Sans objet
Compensation destruction haies et voie ferrée	Code de l'environnement du 08/08/2016, article L.163-1	/	Sans objet
Rejets atmo / peinture (conditions de prélèvement)	Arrêté Ministériel du 11/03/2010, article I de l'annexe II	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur a constaté la mise en service des nouvelles installations de traitement de surfaces et de peinture qui permettent une meilleure organisation des activités du site.

L'inspecteur a toutefois constaté que l'exploitant n'était pas en mesure de présenter les documents attestant de la conformité des dispositions constructives des bâtiments de l'extension. Par ailleurs, le jour de la visite, certaines cheminées étaient d'une hauteur insuffisante au regard des dispositions réglementaires applicables. L'exploitant doit y remédier et justifier de la conformité de ses installations.

En ce qui concerne la surveillance des émissions de COV, l'exploitant doit définir avec son bureau d'études et/ou son organisme de contrôle, les paramètres de réalisation des contrôles des émissions atmosphériques (durée des prélèvements, nombre de prélèvements, etc.) puis les communiquer à l'Inspection. Il doit également veiller à établir un plan de gestion des solvants et à estimer la part de ses émissions diffuses.

En ce qui concerne la situation administrative des installations, il ressort de la visite que les installations de peinture relèvent de la rubrique 1978 et que la capacité de stockage de pneumatiques dépasse les 1000 m³ du seuil à la déclaration de la rubrique 2663. L'exploitant doit régulariser sa situation.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 5
Thème(s) : Autre, Distance d'éloignement des limites de propriétés
Prescription contrôlée : Les locaux dans lesquels sont réalisées les activités de traitement de surface sont implantés à une distance minimale de dix mètres des limites de la propriété où l'installation est implantée et à plus de 20 mètres des habitations et des établissements recevant du public.
Constats : L'inspecteur a constaté lors de la visite que les distances d'éloignement de l'activité de traitement de surfaces vis-à-vis des limites de propriété étaient respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion des produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8
Thème(s) : Autre, Gestion des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie). L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les quantités de produits dangereux stockés en fonction de leurs mentions de dangers ou de leurs rubriques de classement ICPE. Il a indiqué que son ERP lui permettait d'extraire les quantités par référence produits mais pas compiler ces informations dans un registre en fonction de la mention de dangers ou du classement ICPE. Afin de respecter les dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019, l'exploitant doit être en mesure de présenter un registre mentionnant la nature et la quantité des substances dangereuses présentes dans les installations.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Comportement au feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Le bâtiment abritant l'installation présente au moins les caractéristiques de comportement au feu suivantes : <ul style="list-style-type: none">la structure est de résistance au feu R 30 ;- les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0 Les locaux à risque définis à l'article 10 présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none">murs et parois séparatifs REI 120 ;planchers EI 120 et structures porteuses de planchers R 120 ;portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120. En l'absence de tout stockage ou emploi de liquide inflammable, l'exploitant peut déroger aux dispositions relatives à ces locaux à risque aux deux conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none">les locaux à risque disposent d'un système de détection automatique d'incendie avec report d'alarme sonore et visuel sur site permettant l'intervention dans les meilleurs délais du personnel formé aux moyens de lutte contre l'incendie définis à l'article 14 ci-après.la structure est de résistance au feu R 30 et les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0. Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. S'il existe une chaufferie, elle est située dans un local exclusivement réservé à cet effet qui répond aux dispositions propres aux locaux à risque.
Constats : L'exploitant a indiqué que la construction du bâtiment avait débuté en septembre 2019. L'extension qui abrite notamment les installations de traitement de surface et les cabines de peinture est pourvue d'un SSI relié à une télésurveillance. Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les documents attestant du respect des dispositions constructives définies par l'arrêté ministériel du 9 avril 2019. Afin de se conformer aux dispositions de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019, l'exploitant doit disposer des documents attestant des propriétés de résistance au feu de la structure de ses bâtiments.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Prescription contrôlée : Les locaux à risque définis à l'article 10 sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs sont à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à : <ul style="list-style-type: none">• 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m² ;• à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m² sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellule. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles. Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation. Tous les dispositifs sont fiables, composés de matières compatibles avec l'usage, et conformes aux règles de la construction. Les équipements conformes à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2013, sont présumés répondre aux dispositions ci-dessus. Des amenées d'air frais d'une surface libre égale à la surface géométrique de l'ensemble des dispositifs d'évacuation du plus grand canton seront réalisées pour chaque zone à désenfumer. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires, lorsqu'ils existent, sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique, si l'installation en est équipée.
Constats : Les locaux sont pourvus de dispositifs de désenfumage. Les commandes de ces équipements sont situées près des issues.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. c) D'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ul style="list-style-type: none">• des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;• des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Ces deux types de points d'eau incendie suscités ne sont pas exclusifs l'un de l'autre et peuvent par conséquent coexister pour une même installation. S'il s'agit de points d'eau incendie privés, l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">• permet aux services d'incendie et de secours d'assurer les reconnaissances opérationnelles ;• indique aux services d'incendie et de secours les modifications relatives à la disponibilité ou indisponibilité des points d'eau incendie dans les plus brefs délais ;• implante, signale, maintient et contrôle les points d'eau selon les dispositions techniques en vigueur dans le département. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 mètres cubes par heure durant deux heures. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau. L'accès extérieur du bâtiment contenant l'installation est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie (la distance est mesurée par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours). Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (la distance est mesurée par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) ; d) D'un dispositif de détection automatique (en cas d'emploi de liquides inflammables). e) Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.
Constats : L'exploitant dispose sur son site de 3 bâches souples d'une capacité de 240 m3 chacune. L'une d'entre elles n'a pas fait l'objet d'une réception par les services d'incendie et de secours suite à son installation. L'exploitant doit y remédier.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Systèmes de détection automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie locaux à risques
Prescription contrôlée : Un dispositif de détection d'incendie, dont l'objectif est notamment de prévenir les occupants pour qu'ils évacuent les lieux, est installé dans les locaux concernés en application des articles 11 et 14. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il organise à fréquence annuelle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de travaux d'extension, l'exploitant a changé la centrale de détection incendie qui équipe ses bâtiments. Le nouveau SSI a été installé en septembre 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Cuves et chaînes de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 > II.
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention ligne de traitement de surfaces
Prescription contrôlée : Toute chaîne ou cuve de traitement est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité de la plus grande cuve ;• 50 % de la capacité totale des cuves associées. Cette disposition ne s'applique pas aux cuves contenant des sels non toxiques à une concentration inférieure à 1 gramme par litre, ou des acides ou des bases ne pouvant se déverser dans la rétention d'une cuve de traitement.
Constats : La ligne de traitement de surfaces est dotée de rétention adaptée. La rétention dispose d'une détection de liquide en niveau bas reliée à une alarme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Hauteur des conduits d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, Hauteur des cheminées
<p>Prescription contrôlée : Indépendamment des valeurs limites d'émission et des débits d'odeur définis ci-après, le débouché des conduits d'extraction dépasse d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.</p> <p>Constats : Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis un tableau localisant les différentes cheminées des installations. L'inspecteur a constaté que la hauteur de 12 d'entre elles ne dépassaient pas de 3 m les bâtiments situés dans un rayon de 15 m. Il s'agit des conduits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • A1 / EXTRACTION BUÉES CABINE LAVAGE • B / EXTRACTION BUÉES ÉTUVE APRÈS LAVAGE • C2 / EXTRACTION 2 CABINE PEINTURE • C3 / EXTRACTION SOLVANTS CABINE • D / EXTRACTION SOLVANTS ÉTUVE APRÈS PEINTURE • E1 / EXTRACTION DES BUÉES DU TTS • E2 / EXTRACTION DES FUMÉES DU BRULEUR DU TTS • F / EXTRACTION ÉTUVE DE SÉCHAGE • H / EXTRACTION SAS DESSOLVATATION ENTRE APPRÊT ET FINITION • I / EXTRACTION DES SOLVANTS DU SAS DESSOLVATATION APRÈS FINITION • J / EXTRACTION DES SOLVANTS DE L'ÉTUVE DE FINITION • L / EXTRACTION DES SOLVANTS LOCAL PRÉPARATION PEINTURE <p>Au cours de la visite, l'exploitant a indiqué avoir programmé la mise en conformité des conduits suivants : C2, C3, D, H, I, J et L. La hauteur des conduits A1, B, E1, E2 et F n'étant pas conformes, l'exploitant doit également les mettre en conformité avec les dispositions de l'article 39 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article I > 2.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Distance d'éloignement des limites de propriétés
<p>Prescription contrôlée : L'installation est implantée et maintenue à une distance d'au moins 5 mètres des limites de l'établissement. Une dérogation peut être accordée par le préfet, sous réserve de la présentation d'un dossier justifiant l'absence de risque et nuisances pour les tiers.</p> <p>Constats : L'inspecteur a constaté lors de la visite que les installations de travail mécanique des métaux sont implantées à plus de 5 m des limites de propriété.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Nomenclature_Rubrique 1978

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/07/2021, article R.181-46
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 1978 et 2663
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ; 2. Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ; 3. Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p> <p>II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>[...]</p> <p>Constats : L'exploitant a transmis sa consommation annuelle de solvants entre 2019 et 2021. Celle-ci s'élève en moyenne à 13,2 t. Au regard de cette consommation annuelle supérieure à 5 t, les installations relèvent de la rubrique 1978, alinéa 8.</p> <p>Lors de la visite du site, l'inspecteur a constaté que le volume des pneumatiques stockés en extérieur dépassait le seuil du classement à déclaration pour la rubrique 2663, à savoir 1000 m3.</p> <p>En application de l'article R.181-46 du Code de l'environnement, l'exploitant doit donc en déclarer au Préfet l'exploitation d'installations relevant des rubriques 1978 et 2663 et se conformer aux dispositions des arrêtés ministériels du 13 décembre 2019 applicables aux installations relevant de la rubrique 1978 et du 14 janvier 2000 pour les installations relevant de la rubrique 2663.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rejets atmosphériques / peinture (fréquence et plan de gestion des solvants)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmo / peinture (prog de surveillance et PGS)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions sont ou risquent d'être dépassées. L'exploitant calcule sa consommation annuelle des solvants pour chaque activité, selon la définition de l'article 3, sur l'ensemble du périmètre pertinent, incluant le cas échéant plusieurs activités entraînant le classement au titre de la rubrique 1978. Les documents justifiant de la consommation annuelle de solvants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de chaque installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et lui est transmis annuellement si la consommation annuelle de solvants de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an.</p> <p>Dans les autres cas, des mesures périodiques sont effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none">• au moins une fois par an si la consommation de solvants est supérieure à 1 tonne par an ;• au moins tous les 3 ans si la consommation de solvants est inférieure à 1 tonne par an. <p>Trois valeurs de mesure au moins sont relevées au cours de chaque campagne de mesures.</p> <p>Dans le cas où le flux horaire total (canalisé et diffus) de COV auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F, ou de COV halogénés auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H341 ou H351 dépasse 2 kg/h (exprimé en somme des composés) sur l'ensemble de l'installation, des mesures périodiques de chacun des COV présents seront effectuées afin d'établir une corrélation entre la mesure de l'ensemble des COV et les composés effectivement présents.</p> <p>Constats : La consommation annuelle de solvants dépassant la tonne, l'exploitant est tenu de réaliser un plan de gestion des solvants. Le document "REJET COV 2019-2021" transmis par l'exploitant permet de connaître la consommation annuelle de solvants. En revanche, il ne répond pas aux exigences d'un plan de gestion des solvants : l'exploitant n'y présente ni ses émissions de solvants (canalisées, diffuses, dans les déchets, etc.) ni les démarches entreprises pour réduire ses émissions.</p> <p>L'exploitant a présenté le dernier contrôle des émissions atmosphériques réalisé effectué entre le 23 février et le 15 mars 2022. Il a cependant précisé que le contrôle des émissions atmosphériques n'avait été réalisé ni en 2020 ni en 2021 contrairement aux dispositions de l'article 10.1 qui prévoit un contrôle annuel.</p> <p>Afin de se conformer aux dispositions de l'article 10.1 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019, l'exploitant doit mettre en place un plan de gestion des solvants. L'exploitant doit également veiller au respect de la fréquence annuelle de contrôle des émissions de COV prévue par ce même article.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rejets atmosphériques / peinture (respect des valeurs limites à l'émission)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article I
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmo / peinture (VLE)
Prescription contrôlée : Seuils de consommation et valeurs limites d'émission Activité : 8 - Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles (autres que l'impression sérigraphique en rotative), de feuilles et de papier, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 5 t/an Consommation annuelle de solvants comprise entre 5 et 15 tonnes : <ul style="list-style-type: none">• Valeurs limites d'émission dans les gaz résiduels : 100 mg / Nm³ (application et séchage)• Valeurs limites d'émission diffuse : 25 % Consommation annuelle de solvants supérieure à 15 tonnes : <ul style="list-style-type: none">• Valeurs limites d'émission dans les gaz résiduels : 50 mg / Nm³ (séchage) / 75 mg / Nm³ (application)• Valeurs limites d'émission diffuse : 20 %
Constats : Le contrôle des émissions de COV réalisé entre le 23 février et le 15 mars 2022 a montré que les émissions canalisées respectaient les limites fixées par l'annexe I de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019. Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter les éléments démontrant que les émissions diffuses de ses installations étaient inférieures à 25% des émissions totales. L'exploitant doit calculer ses émissions diffuses afin de s'assurer que celles-ci sont conformes aux dispositions de l'annexe I de l'arrêté du 13 décembre 2019.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Compensation destruction haies et voie ferrée

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/08/2016, article L.163-1
Thème(s) : Autre, ERC haies et voie ferrée
Prescription contrôlée : I. - Les mesures de compensation des atteintes à la biodiversité sont les mesures prévues au 2° du II de l'article L. 110-1 et rendues obligatoires par un texte législatif ou réglementaire pour compenser, dans le respect de leur équivalence écologique, les atteintes prévues ou prévisibles à la biodiversité occasionnées par la réalisation d'un projet de travaux ou d'ouvrage ou par la réalisation d'activités ou l'exécution d'un plan, d'un schéma, d'un programme ou d'un autre document de planification. Les mesures de compensation des atteintes à la biodiversité visent un objectif d'absence de perte nette, voire de gain de biodiversité. Elles doivent se traduire par une obligation de résultats et être effectives pendant toute la durée des atteintes. Elles ne peuvent pas se substituer aux mesures d'évitement et de réduction. Si les atteintes liées au projet ne peuvent être ni évitées, ni réduites, ni compensées de façon satisfaisante, celui-ci n'est pas autorisé en l'état. II. - Toute personne soumise à une obligation de mettre en œuvre des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité y satisfait soit directement, soit en confiant, par contrat, la réalisation de ces mesures à un opérateur de compensation défini au III du présent article, soit par l'acquisition d'unités de compensation dans le cadre d'un site naturel de compensation défini à l'article L. 163-3. Lorsque la compensation porte sur un projet, un plan ou un programme soumis à évaluation environnementale, la nature des compensations proposées par le maître d'ouvrage est précisée dans l'étude d'impact présentée par le pétitionnaire avec sa demande d'autorisation. Dans tous les cas, le maître d'ouvrage reste seul responsable à l'égard de l'autorité administrative qui a prescrit ces mesures de compensation.
Constats : L'exploitant a fait replanter des haies en limites de propriété et déplacer le pierrier qui abritait des lézards. Les plantations avaient moins de 1 an le jour de la visite.
Observations : Afin de s'assurer de l'efficacité de mesures compensatoires, il semble opportun que l'exploitant fasse intervenir à plusieurs échéances dans les années à venir, un écologue qui se prononcerait sur l'efficacité des mesures mises en œuvre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/1996, article 7.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à la terre dans le local stockage peinture
Prescription contrôlée : En zones de dangers, tous les récipients, canalisations, éléments de canalisation, masses métalliques fixes ou mobiles doivent être connectés électriquement de façon à assurer leur liaison équipotentielle.
Constats : Lors de la visite, l'inspecteur a constaté que les fûts stockés dans le local peinture étaient posés sur des palettes en bois et n'étaient pas mis à la terre. L'exploitant doit y remédier.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rejets atmosphériques / peinture (conditions de prélèvement lors des contrôles)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/03/2010, article I de l'annexe II
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmo / peinture (conditions de prélèvement)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] b) Pour les installations fonctionnant à différents régimes ou allures de fonctionnement ou dont les variations d'allures font partie du processus de fonctionnement sous forme de cycle : Pour chacune des phases à caractériser, il est impératif de choisir une durée :</p> <ul style="list-style-type: none">• conforme aux exigences de la méthode de référence européenne sur la mesure des poussières à basse concentration, soit au moins d'une demi-heure avec deux lignes de prélèvements mises en œuvre simultanément sur les différents axes explorés (deux diamètres pour un conduit circulaire) ou d'une heure avec une seule ligne de prélèvement ;• de façon à ce que la réalisation des prélèvements et analyses permette d'atteindre une limite de quantification inférieure à 10 % de la valeur limite d'émission ;• adaptée de façon à respecter le rapport minimal entre mesure (prélèvement et analyse) et blanc de prélèvement ou entre blanc de prélèvement et valeur limite de référence, si un de ces rapports est défini dans la norme correspondante. <p>Le nombre de phases, d'allures ou de cycles à caractériser, le nombre et la durée des prélèvements sont définis par l'exploitant de l'installation en accord avec l'inspection des installations classées. L'exploitant fournit au laboratoire ou organisme préleveur les justificatifs. [...]</p> <p>Constats : A la lecture du rapport de contrôle des émissions de COV des cabines de peinture et étuves, l'Inspection a constaté que la mesure avait été réalisé sur un unique essai d'une durée de 358 minutes pour l'étuve peinture et de 224 minutes pour l'étuve apprêt et l'étuve finition. L'Inspection a par ailleurs constaté que la durée de contrôle des émissions pour les autres points de rejets (cabines de peinture, sas de désolvatation, etc.) était comprise entre 30 et 38 minutes alors que ce sont les mêmes pièces qui passent de poste en poste sur la chaîne de peinture.</p> <p>L'arrêté du 11 mars 2010 précise que la durée du prélèvement est d'au-moins 30 minutes mais que le nombre de phases, d'allures ou de cycles à caractériser, le nombre et la durée des prélèvements sont préalablement définis par l'exploitant de l'installation en accord avec l'inspection des installations classées. L'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement publié au Journal Officiel du 22 février 2022 (NOR : TREP2204674V) précise les normes à suivre pour la réalisation des mesures au sein d'une ICPE. Il y est fait référence à la norme NF X 43-551 d'octobre 2021 qui précise que la durée de chaque prélèvement est d'au moins une demi-heure pour les polluants dont on détermine la concentration gazeuse. Elle précise qu'au moins 3 mesurages sont nécessaires s'il s'agit d'un contrôle couvert par un agrément. Cette disposition de 3 valeurs de mesures pour chaque campagne de mesures est d'ailleurs imposée par l'article 10.1 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019. Il convient également que le nombre de mesures soit en accord avec les dispositions de l'article 10.1 de l'arrêté du 13 décembre 2019 prévoyant 3 mesurages.</p> <p>L'exploitant doit expliquer pourquoi les durées de prélèvement des étuves diffèrent de celles des cabines de peinture.</p> <p>Au besoin en se faisant accompagner d'un bureau d'études ou d'un organisme de contrôle, l'exploitant doit proposer à l'Inspection :</p> <ul style="list-style-type: none">• le nombre de phases, d'allures ou de cycles à caractériser ;• le nombre de prélèvements ;• la durée des prélèvements. <p>Ces conditions de prélèvement seront à termes reprises dans un arrêté préfectoral complémentaire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet